

Vous étiez filmé.e.s. Dorénavant, vous êtes écouté.e.s : dormez tranquilles, vous êtes surveillé.e.s !!!

SERENICITY : un dispositif de surveillance jusque-là inédit en France

La municipalité de Saint-Etienne a décidé d'installer 50 micros pour « sécuriser » un quartier populaire : **Tarentaize-Beaubrun-Couriot** (près de 7000 habitants, à savoir 1 capteur pour 140 habitants).

L'opération consiste à installer des « capteurs sonores » à l'affût de « bruits suspects ». "Le capteur est relié à une caméra qui va s'orienter à l'endroit d'où vient le bruit, et la caméra va envoyer en direct des images au poste de contrôle sécurité de la ville, pour que les agents qui sont en place puissent décider si c'est grave ou si c'est pas grave." (Jean-Pierre Berger, adjoint au maire de Saint-Etienne).

Une technologie utilisée par l'armée américaine

À la fin des années 1990, les américains l'ont utilisée **en Irak et en Afghanistan**, puis elle a été **étendue dans les ghettos** de certaines villes américaines.

Le matériel, américain, est importé à Saint Etienne par Verney-Carron, fabricant d'armes.

Vidéosurveillance : un coût très important pour des résultats très faibles

La ville de Saint Etienne s'est dotée d'un dispositif de vidéosurveillance à partir de l'année 2001. Aujourd'hui, il compte **300 caméras qui coûtent « un pognon de dingue »** : achat du matériel, aménagement du centre de supervision, coût de la maintenance, masse salariale des agents chargés de scruter les caméras.

Les faits repérés grâce à la vidéo représenteraient, d'après Laurent Mucchielli (*Sociologue, Directeur de recherches au CNRS*), 1,2 % des faits de délinquance à Saint-Etienne. Cet **argent public** (nos impôts) n'est **plus mobilisable pour la prévention et l'éducation, ainsi que pour les actions sociales et d'insertion économique en direction des habitants.**

À ce coût, vient s'ajouter celui des « capteurs sonores » (au moins 150 000 € d'après la mairie).

Le développement de la surveillance généralisée, outre qu'elle est un gaspillage d'argent public, est une atteinte aux libertés fondamentales.

**Associions-nous pour contrer ces dérives sécuritaires et refusons le dogme de la ville connectée et déshumanisée.
Nos quartiers ne sont pas des laboratoires !**

**Déambulation festive le samedi 11 mai.
RDV à 13 heures sur la passerelle du puits COURIOT.
Venez nombreux.ses avec percussions et casseroles.**

Ne pas jeter sur la voie publique